



GREENPEACE®



Oxfam France
AGIR ICI



ALOFA TIVALLI
Association pour le développement durable



Communiqué de presse du Réseau Action Climat-France Copenhague le 17 décembre 2009

Nicolas Sarkozy martèle « Qui osera le dire ? » Le RAC-France répond « Qui osera le faire ? »

Lors de son allocution en plénière devant une centaine de chefs d'états, le président Nicolas Sarkozy s'est posé en rassembleur. Rompant avec la monotonie ambiante, il a exhorté ses homologues à se mettre au travail pour éviter l'échec.

Les ONG s'accordent avec quelques grands principes annoncés par le Président : il faut un engagement ferme sur les financements à long terme pour soutenir les pays en développement. Et pour ce faire, la création de mécanismes innovants est indispensable.

Par ailleurs, le RAC-France salue la volonté affichée par Nicolas Sarkozy de conserver les deux voies de négociations : celle de la Convention (rassemblant l'ensemble des pays, Etats-Unis inclus) et celle du Protocole de Kyoto, qui doit mener, ici à Copenhague à l'identification de nouveaux objectifs chiffrés de réduction des émissions des pays de l'Annexe I.

Pour Sandrine Mathy, Présidente du RAC-F, « *il est capital que les engagements des pays soient inscrits dans un traité juridiquement contraignant. Nicolas Sarkozy a fortement rappelé que Copenhague devra donner un mandat pour la conclusion d'un texte juridique d'ici à 6 mois. Le minimum, à nos yeux, si Copenhague ne devait accoucher que d'une simple déclaration politique....* ».

Qui osera le faire ?

Cependant, le président ayant martelé tout au long de son discours « Qui osera le dire ? », les ONG lui répliquent « Qui osera le faire ? ».

Car en réalité, manquent encore de nombreux points essentiels. « *Quid d'un engagement pour une réduction unilatérale, domestique et sans condition des émissions de la France de 30% pour 2020 par rapport à 1990 ?* », interroge Jean-Stéphane Devisse, Directeur des Programmes de Conservation du WWF-France. « *Ceci aurait permis de bousculer la position de l'Union européenne vieille de plus de deux ans pour passer à un objectif de réduction d'au moins 40%* », complète Morgane Creach, Directrice du RAC-F pour l'international.

Même manque de clarté en ce qui concerne la question des financements de long terme. Car le compte n'y est toujours pas. « *Le président parle de 100 milliards de dollars (publics, privés et marché du carbone tout confondu...) par an d'ici 2020 alors que les besoins sont estimés au minimum à 150 milliards de dollars par an de financements publics* ». Aucune précision non plus quant au caractère additionnel de ces montants aux objectifs de l'aide publique au développement. Idem, quand est-ce

que la France passera des paroles aux actes en s'engageant sur un chiffre précis quant à sa propre contribution !

Enfin, sur les compromis proposés par Nicolas Sarkozy pour parvenir à un accord, les ONG exigent aussi des Etats-Unis d'aller plus loin dans leurs engagements. Reprendre par contre la demande des Etats-Unis sur la vérification des actions des pays en développement non soutenues pousse le bouchon un peu trop loin... Rechercher le compromis n'implique pas de s'aligner sur les exigences des Etats-Unis, ces derniers étant par ailleurs les premiers à prôner une approche nationale dans la négociation !

Contacts presse :

Sandrine Mathy (RAC-F) : 06 11 45 99 04
Morgane Créach (RAC-F): +45 52 65 95 86
Jean-Stéphane Devisse (WWF) : 06 12 49 13 67
Elise Buckle (WWF): +45 50 75 52 52
Karine Gavand (Greenpeace): +45 52 69 79 05
Romain Benicchio (Oxfam): + 41 79 79 79 990
Anne Chetaille (Gret) : +45 52 67 95 66